

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-grecs-ont-marche-contre-les-exigences-criminelles-du-FMI-de-l-UE-et-de-l-a-BCE>

# **Les grecs ont marché contre les exigences criminelles du FMI, de l'UE, et de la BCE**

- Empire et Résistance - Union Européenne - Grèce -

Date de mise en ligne : mercredi 8 février 2012

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Des milliers de personnes ont gagné les rues d'Athènes et d'autres villes pour la première grève de l'année convoquée par les principaux syndicats contre le nouveau plan de rigueur, tandis que le Premier ministre, Lukas Papademos, se réunissait avec les trois partis qui soutiennent son gouvernement pour discuter les conditions du programme [de « rigueur » imposé par la 'Troika' (formée par la Commission Européenne, le BCE et le FMI)].**

Mais les leaders des partis conservateurs, socialistes et de l'extrême droite ont repoussé encore cette nuit la décision d'accepter les dures réformes en échange d'un nouveau sauvetage international pour éviter une suspension chaotique de paiements, malgré les avertissements de l'UE que l'Eurozone peut vivre sans Athènes. Ainsi, ce qui était supposé être une réunion clef pour l'avenir de la Grèce, continuera demain. Les leaders des partis ont été réticents à accepter les termes très durs de l'accord, alors qu'ils sont sûrs qu'il entrainera une chute énorme de niveau de vie de beaucoup de grecs.

En échange du nouveau plan d'ajustement, les créanciers octroieront à la Grèce un nouveau prêt de sauvetage pour éviter la faillite qui est aux portes et qui, si elle a lieu produirait dans l'euro-zone un effet désastreux aux conséquences imprévisibles.

Parmi d'autres aspects, les mesures exigées par les créanciers portent sur le licenciement de 150.000 fonctionnaires jusqu'à 2015, 15.000 d'entre eux tout de suite ; une réduction salariale de 25 % sur le salaire minimum et les retraites ; et la suppression des primes extra annuelles.

C'est pourquoi les deux principales centrales syndicales grecques ont convoqué hier une grève générale pour rejeter les réformes que veut imposer la Troika, a informé le secrétaire général du syndicat des fonctionnaires (ADEDY), Ilias Iliopoulos.

« Malgré nos sacrifices et admettre l'échec de la politique monétaire et fiscale, (la `troika`) ils demandent encore plus d'austérité », a déclaré Iliopoulos, selon Europe Press.

L'autre centrale syndicale qui a poussé la mesure de force est le GSEE, du secteur privé, et entre les deux ils représentent plus de la moitié des travailleurs de la Grèce. Yiannis Panagopoulos, leader du GSEE, a décrit les mesures comme une « *sentence de mort* » pour le pays, destinées à réduire les salaires de 20 % à 30 %.

Mais les chambres de commerce et les associations qui représentent les petits et moyens commerçants ont aussi appuyé la grève puisqu'avec les nouvelles mesures « *on réduira la qualité de la vie et la consommation du peuple grec* ».

Les trains n'ont pas fonctionné et les transports publics dans les principales villes du pays ont seulement maintenu quelques services pour permettre aux manifestants de se rendre aux manifestations.

Les hôpitaux se sont seulement occupés des urgences, tandis qu'il n'y a pas eu classes dans les écoles et les banques publiques et privées, ainsi que les tribunaux étaient fermés. Les marins et les ingénieurs nautiques se sont aussi arrêtés, et les bateaux sont restés amarrés au port.

## Les grecs ont marché contre les exigences criminelles du FMI, de l'UE, et de la BCE

---

Les manifestants ont exprimé leur colère contre le gouvernement, et l'exigence de l'UE, le BCE et le FMI d'appliquer plus de rigueur comme condition à un sauvetage de 130.000 millions d'euros, et ont lancé ses dards contre l'Allemagne pour faire comprendre que c'est elle qui est en tête du noyau dur en matière d'exigences. *Non aux licenciements du secteur public* », « *à la réduction du salaire minimum* », disaient les affiches que les manifestants portaient dans le froid et la pluie qui a fouetté la place Syntagma d'Athènes.

Un groupe de manifestants a brûlé un drapeau allemand en face du Parlement, et a ont essayé de mettre le feu à un autre qui avait le svastika nazi en réaction aux appels de Berlin à une stricte discipline budgétaire.

Pour sa part, le ministre des Finances grec, Evangelos Venizelos, a accusé les partis politiques de l'échec à atteindre un consensus sur les négociations de la dette avec l'UE et au FMI .

Les nouvelles mesures de rigueur sont dures mais nécessaires, « puisque personne n'est Hérculs pour lutter en solitaire contre une Hydra, nous devons affronter cette bataille tous ensemble, et convaincre les grecs de la nécessité de ce programme, sans mesquineries et arrogance, ainsi que nous adapter à la solution choisie, qui est de rester dans l'euro, de rester dans l'Europe, et de lutter pour récupérer le terrain perdu », a affirmé Venizelos.

Pour les grecs, les nouvelles coupes signifient une plus grande récession encore que celle dont ils souffrent déjà, « *Ils nous traînent dans la boue. Je ne comprends pas* », a assuré un manifestant en face des caméras du réseau de télévision Euronews.

« Tous les hommes politiques devraient renoncer et laisser en paix les gens. Les grecs, nous sommes déjà assez détruits. Nous avons travaillé pendant 30 ans pour avoir une meilleure vie et ils n'ont plus fait qu'empirer les choses », s'est lamentée une femme d'environ 70 ans, visiblement émue.

Le temps presse, et les hommes politiques grecs essayent de parvenir à un accord pour que le pays reçoive un nouveau paquet d'aide qui le sauve de l'imminente faillite.

[Télam](#). Buenos Aires, le 8 février 2012.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

### [\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris, le 8 février 2012.